



Secrétariat du Conseil du trésor

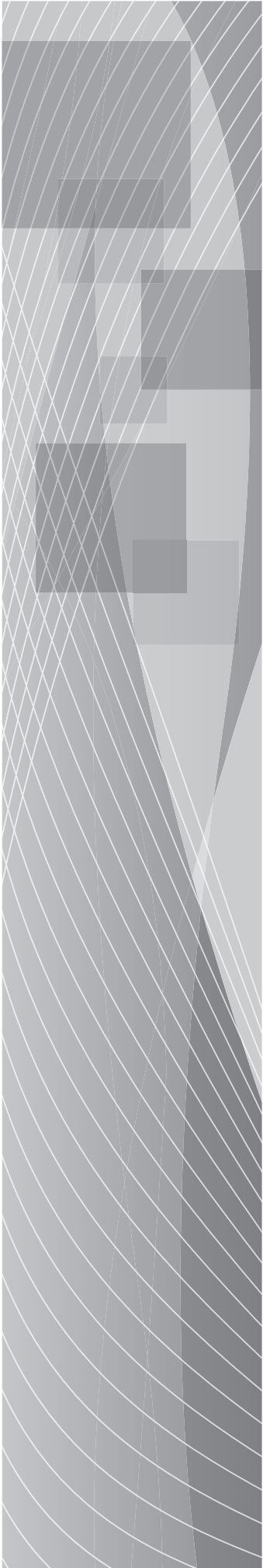
VOLUME 1

Étude des crédits

2017-2018

Demandes de renseignements
généraux et particuliers

Québec 



Demandes de renseignements
généraux

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
Demandes de renseignements généraux

#	Demandes de renseignements généraux
1	Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2016-2017 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.
4	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.
5	La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

#	Demandes de renseignements généraux
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</p> <p>a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018;</p> <p>b) le but visé par chaque dépense;</p> <p>c) la nature de la formation;</p> <p>d) les personnes concernées.</p>
7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés</p> <p>par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p> <p>par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant:</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);</p> <p>d) la date d'octroi du contrat;</p> <p>d) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p> <p>a) le nombre d'autorisations;</p> <p>b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;</p> <p>d) le montant accordé;</p> <p>e) les motifs de la demande;</p> <p>f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.</p>
9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <p>a) la liste des soumissions et le montant de chacune;</p> <p>b) la grille d'évaluation des soumissions;</p> <p>c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;</p> <p>d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;</p> <p>e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.</p>
10	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <p>a) les noms du professionnel ou de la firme;</p> <p>b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);</p> <p>c) le coût;</p> <p>d) l'échéancier;</p> <p>e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.</p>
11	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017:</p> <p>a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;</p> <p>b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);</p> <p>c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;</p> <p>d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;</p> <p>e) une description de son mandat;</p> <p>f) la date de début de son contrat;</p> <p>g) la date prévue de fin de son contrat;</p> <p>h) sa rémunération annuelle.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
12	<p>Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :</p> <p>a) le nom du projet;</p> <p>b) la nature du projet;</p> <p>c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);</p> <p>d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;</p> <p>e) les plus récentes évaluations du coût du projet;</p> <p>f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;</p> <p>g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;</p> <p>h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;</p> <p>i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;</p> <p>j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;</p> <p>k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :</p> <p>- la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.</p> <p>l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la <i>Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics</i>.</p> <p>m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.</p>
13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes:</p> <p>a) la photocopie;</p> <p>b) le mobilier de bureau;</p> <p>c) l'ameublement;</p> <p>d) la décoration et l'embellissement;</p> <p>e) le distributeur d'eau de source;</p> <p>f) le remboursement des frais de transport;</p> <p>g) le remboursement des frais d'hébergement;</p> <p>h) le remboursement des frais de repas;</p> <p>i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;</p> <p>j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :</p> <p>I. a) au Québec;</p> <p>II. b) à l'extérieur du Québec.</p>
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense liée à la téléphonie :</p> <p>a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;</p> <p>b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);</p> <p>c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;</p> <p>d) les coûts d'acquisition des appareils;</p> <p>e) le coût d'utilisation des appareils;</p> <p>f) le coût des contrats téléphoniques;</p> <p>g) les noms des fournisseurs;</p> <p>h) le nombre de minutes utilisées;</p> <p>i) les ordinateurs portables;</p> <p>j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;</p> <p>k) le coût des frais d'itinérance;</p> <p>l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.</p>
15A	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.</p>

#		Demandes de renseignements généraux
15B		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.
15C		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.
15D		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15E		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.
15F		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.
15G		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.
15H		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.
15I		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.
15J		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).
15K		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.
15L		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.
15M		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).
15N		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.
15O		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.

#		Demandes de renseignements généraux
15P		Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
15Q		Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.
15R		L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.
16A		Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
16B		Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
16C		Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.
16D		Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.
17		Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18		Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19		Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.</i>
20		Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

#		Demandes de renseignements généraux
21		<p>Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :</p> <p>a) le nom de la personne;</p> <p>b) le poste occupé;</p> <p>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</p> <p>d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;</p> <p>e) la date de l'assignation hors structure;</p> <p>f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.</p>
22		<p>Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :</p> <p>a) le poste initial;</p> <p>b) le salaire;</p> <p>c) le poste actuel, s'il y a lieu;</p> <p>d) la date de la mise en disponibilité;</p> <p>e) les prévisions pour 2017-2018.</p>
23		<p>Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :</p> <p>a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);</p> <p>b) prévisions pour 2017-2018;</p> <p>c) par catégorie d'âge.</p>
24		<p>Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.</p>
25		<p>Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.</p>
26		<p>Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :</p> <p>a) le nom de la personne;</p> <p>b) le poste occupé et le nom de l'organisme;</p> <p>c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;</p> <p>d) l'assignation initiale;</p> <p>e) l'assignation actuelle;</p> <p>f) la date de l'assignation hors structure;</p> <p>g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).</p>
27		<p>Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement :</p> <p>a) le coût de chacun;</p> <p>b) le fournisseur;</p> <p>c) la nature du service;</p> <p>Ventiler le montant total par catégories.</p>
28		<p>Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.</p>
29		<p>Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site :</p> <p>a) le nom du site Web;</p> <p>b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;</p> <p>c) les coûts de construction du site;</p> <p>d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;</p> <p>e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);</p> <p>f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»);</p> <p>g) la fréquence moyenne de mise à jour;</p> <p>h) le responsable du contenu sur le site.</p>

#	Demandes de renseignements généraux
30	Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée: a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
31	Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
32	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.
33	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
34	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.
35	La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
36	Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.
37	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.
38	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.
39	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
40	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
41	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

#	Demandes de renseignements généraux
42	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
43	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.
44	Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
45	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
46	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
47	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
48	Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.
49	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
50	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
51	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
52	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
53	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
55	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
56	Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.
57	Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.
58	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p><u>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</u></p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <p>a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats</p> <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.</p>

#		Demandes de renseignements généraux
59		<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018:</p> <p>a) la dépense totale (opération et capital);</p> <p>b) les grands dossiers en cours;</p> <p>c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;</p> <p>d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI;</p> <p>d) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.</p>
60A		<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p>
60B		<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
61		<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>
62		<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <p>a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;</p> <p>b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;</p> <p>c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;</p> <p>d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.</p> <p>Fournir les prévisions pour 2017-2018.</p>
63		<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
64		<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun :</p> <p>a) le sujet;</p> <p>b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;</p> <p>c) les coûts reliés à sa réalisation;</p> <p>d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.</p> <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
65		<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <p>a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;</p> <p>b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;</p> <p>c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.</p>

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Bureau du secrétaire du Conseil du trésor					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Yves Ouellet	Secrétaire	Ottawa, Ontario	Rencontre avec le gouvernement fédéral	28 au 29 juin 2016	1 052,24 \$
Yves Ouellet	Secrétaire	Edmonton, Alberta	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale concernant les infrastructures	6 au 8 septembre 2016	1 853,94 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Benoit Boivin	Secrétaire associé	Toronto, Ontario	Rencontre dans le cadre des ressources informationnelles	13 au 15 juin 2016	1 184,00 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 1 - Voyages hors QC

UNITÉ ADMINISTRATIVE : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques					
NOM	TITRE	ENDROIT	BUT DU VOYAGE	DATE	COÛT
Jacques Caron	Secrétaire associé	Edmonton, Alberta	Rencontre fédérale-provinciale-territoriale concernant les infrastructures	6 au 8 septembre 2016	1 715,27 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 18**).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 2 - Voyages en avion Conseil des ministres et cabinets

Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2016-2017: a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés ; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste: frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.; d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

UNITÉ ADMINISTRATIVE :

ITINÉRAIRE	DATE DE DÉPART	DATE DE RETOUR	COÛT
Aucun voyage fait pendant la période.			

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 3 - Publicité, articles promotionnels et commandites

Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :
a) la ventilation des sommes dépensées pour 2016-2017, et les prévisions pour 2017-2018; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	*Appel d'offres public -	Commande de biens / demande d'exécution		
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	X				Appui financier - Salon du Logiciel Libre 2016	3 500,00
Bell Canada	X				Annonce dans le pages bleues, 2016-2017	3 033,30
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du Prix «Gestion des ressources humaines» dans le cadre des prix d'excellence de l'administration publique du Québec	15 000,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Appui financier pour l'attribution du prix «Initiatives numériques»	15 000,00
Réseau action TI	X				Appui financier - Gala Octas 2016	10 000,00
Réseau action TI	X				Appui financier, Journée de l'informatique du Québec 2016	5 250,00
SociéTIC	X				Appui financier, Hackathon données Québec, 2017	10 000,00
Télébec, Société en commandite	X				Annonce dans les pages bleues, 2016-2017	130,00

Les coûts reliés aux frais de publicité concernant les bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinet et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale. L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 24). Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 4 - Conférences de presse, événements

Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) : Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but visé par chaque dépense; c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; Par un professionnel ou par une firme externe: d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité; f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.; h) le but visé par chaque dépense; i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

TYPE D'ÉVÉNEMENT	BUT VISÉ	FOURNISSEURS	COÛT
25 février 2017 – Négociations avec Les avocats et notaires de l'État québécois (LANEQ).	Le ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor, M. Pierre Moreau, a annoncé le dépôt d'un projet de loi pour la conclusion d'une entente de convention collective avec LANEQ.	Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ) Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	ITHQ : 600,00 \$ CSPQ : 1 292,80 \$
16 février 2017 – Briefing technique sur les propositions gouvernementales à LANEQ	Présentation aux médias des propositions gouvernementales faites aux membres de LANEQ	L'événement a eu lieu à salle 1.345 de l'édifice H. Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	CSPQ : 1 390,47 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 5 – Formation en communication

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme : a) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018, ventilées par type d'événement; b) le but recherché par chaque dépense; c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; Organisée par un professionnel ou une firme externe : d) les sommes dépensées en 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications; f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu; h) le but visé par chaque dépense; i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 2 du deuxième groupe d'opposition.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 6 – Formation en communication _Personnel politique

La liste des dépenses en formation de communication : Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés : a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018; b) le but visé par chaque dépense; c) la nature de la formation; d) les personnes concernées.

Cette question est répondue par la demande particulière numéro 2 du deuxième groupe d'opposition.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Cabinet du Président du Conseil du trésor						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Présence Informatique inc.	X				Déménagement du système de visioconférence	1 376,80

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Unités centrales						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
A2T	X				Abonnement aux journaux, 2017	2 435,68
Cedrom-Sni inc.	X				Abonnement au service de veille média «Eureka», 2016-2017	8 121,56
Communication Demo inc.	X				Revue de presse électronique, 2016-2017	1 325,59
Presse Canadienne, La				X	Abonnement au service de nouvelles sur commande, 2016-2017	5 627,50
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	X				Billets d'avion - Québec / Edmonton / Québec	1 388,78
Wolters Kluwer Québec Itée	X				Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2017-2018	1 407,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
1E Limited	X				Renouvellement annuel du logiciel d'ouverture et de fermeture à distance du poste de travail, 2016-2017	3 857,95
Accent formation	X				«Le français au bureau»	1 950,00
AFI expertise	X				Nouvelles fonctionnalités pour les administrateurs - Oracle Database 12c	3 612,00
Association de taxi Diamond de Montréal ltée, L'				X	Service de transport en taxi, 2016-2017	1 233,92
Autocars Orléans Express inc.				X	Transport en autobus, 2016-2017	2 415,58
Automic Canada Logiciels inc.	X				Renouvellement annuel de la licence Sysload, 2016-2017	5 741,00
Bell Canada		X			Renouvellement du support matériel pour 2 pare-feu et les coeurs réseaux, 2016-2017	14 544,56
Bell Canada		X			Renouvellement du support logiciel et matériel des appareils Apsolute Vision et Defense Pro, 2016-2017	13 373,74
Bell Canada	X				Annonce dans le pages bleues, 2016-2017	3 033,30
C.P.U. Design inc.				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	1 008,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Centre d'ordinateurs S.T.O. inc.	X				Acquisition de modules de mémoire pour les ordinateurs de bureau	1 269,90
Compugen inc.				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	3 508,93
Compugen inc.				X	Acquisition de 4 licences de la suite Office pour l'ordinateur de bureau Mac	1 447,52
Consortech	X				Renouvellement annuel du logiciel d'architecture Autocad, 2016-2017	1 228,00
COVEO Solutions inc.	X				Renouvellement annuel planifié du support logiciel pour les licences de recherche pour contenu d'entreprise, 2016-2017	9 576,00
Discover Communications Inc.	X				Acquisition d'appareils cellulaires et d'accessoires de télécommunications, 2016-2017	1 023,20
Drummond informatique ltée (Microage)				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	12 010,37
Encadrements Ste-Anne	X				Acquisition et service d'encadrement, 2016-2017	1 254,82
EurOuest inc.		X			Renouvellement de licences concurrentes d'utilisation et le support technique pour la solution d'impression UniPrint, 2016-2017	5 947,50
Extal Installation et réaménagement de bureau inc.	X				Service d'entretien et réparation, 2016-2017	7 744,38

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Fresche Solutions inc.	X				Renouvellement des licences pour l'outil d'extraction des données, 2016-2017	8 303,40
Gestion d'achats Ram inc.				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	1 567,62
Globex Courrier Express International inc.				X	Courrier et messagerie rapide 1 - 2 - 4 - heures pour la région de Québec, 2016-2017	3 569,19
Grand & Toy limitée				X	Achat de papier, 2016-2017	12 648,00
Hypertec Systèmes inc.				X	Acquisition de matériel informatique - 65 moniteurs	10 110,10
Hypertec Systèmes inc.	X				Acquisition de disques durs pour des ordinateurs	3 913,00
Hypertec Systèmes inc.	X				Renouvellement du contrat de support matériel pour les serveurs de données et le serveur de copie de sécurité, 2016-2017	1 796,00
Informatique Mercier inc.	X				Acquisition de cartouches pour la sauvegarde de données et entreposage en voûte, 2016-2017	1 619,40
Informatique Pro-Contact inc.		X			Acquisition de 11 tablettes et accessoires	20 955,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Informatique Pro-Contact inc.				X	Remplacement et support des commutateurs, des transmetteurs, des câbles et de la mise en place de l'architecture de redondance, 2016 à 2019	16 846,24
Informatique Pro-Contact inc.	X				Renouvellement et support des licences permettant de se connecter au réseau informatique à distance et la console de gestion de cette solution, 2016-2017	4 375,80
Informatique Pro-Contact inc.	X				Acquisition de jetons RSA de remplacement qui permettront un accès sécurisé à distance du réseau informatique	3 503,46
Informatique Pro-Contact inc.	X				Acquisition de matériel informatique	1 197,75
Iron Mountain Canada Operations ULC	X				Entreposage des copies de sécurité, 2016-2017	6 266,46
Joseph Clermont inc.	X				Acquisition de fournitures de bureau	2 211,00
Kerr Norton				X	Cartouches et fournitures d'entretien pour les imprimantes, 2016-2017	11 424,74
Kiwi Technologies inc.	X				Services de soutien technique en informatique	2 000,00
Laflamme, Roch	X				Services de correction d'examens pour le SCT	2 000,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Liebert Canada	X				Remplacement des batteries pour le système ASSC (UPS) et soutien technique, 2016-2017	22 886,00
Lizotte Médico-Experts	X				Expertise médicale en spécialité	5 630,00
Marquis Imprimeur inc.	X				Services d'impression - Rapport annuel de gestion	1 077,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée		X			Acquisition de 11 nouvelles unités d'alimentation statique sans coupure (ASSC)	17 591,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée		X			Renouvellement de licences Quest ChangeAuditor for Windows File Server, 2016-2017	8 625,00
Micro Logic Sainte-Foy Itée	X				Acquisition de rubans magnétiques pour la sauvegarde de données du SCT et entreposage en voûte	4 330,00
Mobilier de Bureau MBH inc.	X				Acquisition de mobilier de bureau	1 054,20
Nedco ® (Rexel Canada électrique inc.)	X				Acquisition de câbles réseaux pour la mise en place de la nouvelle console de télésurveillance	2 461,30
Olympique Solutions informatiques				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	7 278,71
Précicom Technologies inc.	X				Services en audit de sécurité de sites web	13 127,50

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Présence Informatique inc.	X				Renouvellement du contrat de garantie pour l'appareil de visioconférence	3 595,00
QRX Groupe de technologie enr				X	Cartouches d'imprimantes, 2016-2017	1 755,66
Regroupement de réseaux en santé des personnes au travail	X				Acquisition d'une trousse d'intervention en ressources humaines	1 326,00
SAP Canada inc.	X				Renouvellement et support des licences technique PowerAMC Données Basic, 2016-2017	2 936,56
SAS Institute [Canada] inc.	X				Renouvellement et support d'une licence Suite SAS PC ainsi que d'un module Suite Access pour 2016	1 137,50
Shred-it International ULC				X	Service de destruction sur place de documents confidentiels, 2016-2017	1 238,99
Société Parc-Auto du Québec (SPAQ)	X				Stationnement du président du Conseil du trésor, 2016-2017	1 098,52
Société Telus Communications	X				Services en audit de sécurité de sites web	12 988,75
Softchoice LP	X				Renouvellement de l'hébergement Adobe Connect, 2016-2017	12 659,60
Softchoice LP		X			Renouvellement de support et licences Pulse Secure permettant l'accès à distance au réseau, 2016-2017	11 567,86

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Softchoice LP		X			Renouvellement et support des licences CommVault	9 777,31
Softchoice LP		X			Renouvellement annuel des licences du serveur BES permettant la connexion des téléphones intelligents au réseau informatique, 2016-2017	5 514,60
Softchoice LP		X			Renouvellement des licences des appareils pare-feu, 2016-2017	5 282,58
Softchoice LP	X				Renouvellement des licences d'un logiciel de correction du français, 2016-2017	4 829,00
Softchoice LP	X				Acquisition de deux nouvelles unités d'alimentation statique sans coupure (ASSC)	3 184,96
Softchoice LP		X			Renouvellement et support des licences Reflection, 2016-2017	1 953,50
Solutions Novaxis inc.	X				Abonnement - Cit@tion - Droit du travail en ligne, 2016-2017	2 963,00
Solutions Victrix inc., Les		X			Acquisition de concentrateurs VPN, de licences et de support technique, 2016-2017	11 018,10
Solutions Victrix inc., Les	X				Renouvellement des licences antivirus, 2016-2017	3 898,40
Solutions Victrix inc., Les	X				Services en soutien technique pour la solution «Pulse Secure»	1 350,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Systèmes ACCI inc.		X			Renouvellement des licences pour les unités de pare-feu, 2016-2017	14 500,00
Systèmes ACCI inc.	X				Renouvellement du contrat de support matériel pour 4 serveurs	3 028,00
Taxi Coop Ste-Foy Sillery	X				Service de transport en taxi, 2016-2017	2 170,60
Taxis Coop Québec 525-5191	X				Service de transport en taxi, 2016-2017	12 062,53
TriStar Canada inc.	X				Acquisition de licences et support technique pour le logiciel de rédaction législative, 2016-2017	2 704,78
UpToDate	X				Renouvellement de licence pour le soutien à la décision clinique UpToDate, 2016-2017	1 618,07
Vidéotron S.E.N.C.	X				Service de cablovision/internet pour le SCT, 2016-2017	9 049,63
Xmind Ltd	X				Renouvellement de licences de carte heuristique Xmind, 2016-2017	3 582,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux politiques budgétaires et aux programmes						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
America Interpretation	X				Services d'interprète - Conférence intergouvernementale sur le budget 2016	3 300,00
Chez Boulay	X				Conférence intergouvernementale sur le budget 2016	1 123,89
Hilton Québec (Hilton Canada Co.)				X	Conférence intergouvernementale sur le budget 2016	7 650,44
Institut de la gestion financière de Québec	X				Passeport de formation IGF - Accès à la formation et ateliers	1 950,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				3 forfaits Passeport 2016-2017, Multi-CPA	4 497,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Conference Board of Canada, The	X				Extraction d'information en ligne, 2016-2017	10 683,36

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
April, Huguette (avocate)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	20 850,00
Association des pharmaciens du Canada	X				Accès au système de guide des médicaments, 2017-2018	1 107,00
Copie Express	X				Services d'impression de formulaires	2 583,70
Laflamme, Gilles	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ)	3 500,00
Lavoie, André G. (Avocat)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	9 900,00
Massicotte, Nathalie (Avocate)	X				Service d'arbitrage de griefs - La fraternité des constables du contrôle routier du Québec	5 000,00
Massicotte, Nathalie (Avocate)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat des professeurs de l'État du Québec (SPEQ)	4 000,00
Maureen Flynn arbitre & médiatrice S.A.	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de professionnelles et professionnels du gouvernement du Québec (SPGQ)	23 000,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Ménard, Jean (Avocat)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ))	9 900,00
Ménard-Cheng, Nancy (Avocat)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	19 187,82
Saint-André, Yves (Avocat)	X				Service d'arbitrage de griefs - Syndicat de la fonction publique et parapublique du Québec (SFPQ)	15 300,00
Société Trader Corporation	X				Guide d'évaluation Hebdo format Excel, 2017	1 500,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Services d'évaluation d'examens	18 300,00
Évaluation personnel sélection internat. inc.	X				Services d'analyse en ressources humaines	8 400,00
G L S Réseaux inc.	X				Services en gouvernance des ressources humaines	15 150,00
Institut d'administration publique de Québec	X				Accès à des conférences, ateliers et tables ronde	1 000,00
Jackson, Adrienne	X				Services en correction de copies d'examens	20 000,00
Laflamme, Roch	X				Services de correction de copies des examens	23 750,00
Léger Marketing inc.	X				Administration d'un sondage sur l'indice d'attrait de la fonction publique comme employeur	23 900,00
Miller-Sanchez, Sandra	X				Services en correction de copies d'examens	20 000,00
Ordre des conseillers en ressources humaines agréés	X				Congrès - International Francophone des ressources humaines	2 750,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Conseil canadien des marchés publics	X				Accès à la formation et ateliers du CCMP	1 000,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2016-2017, Multi-CPA	1 499,00

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	MODE DE SOLlicitATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
Association professionnelle des entreprises en logiciels libres	X				Appui financier - Salon du Logiciel Libre 2016	3 500,00
CEFRIIO [Centre francophone de rech. en informatisation des org.]	X				Adhésion 2016-2017	1 000,00
Forrester Research Ltd	X				Abonnement aux services de veille technologique, 2016-2017	9 990,00
Institute for Citizen-Centred Service	X				Participation au Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public pour l'année 2017-2018	21 732,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2016-2017, Multi-CPA	1 499,00
Réseau action TI	X				Appui financier - Gala Octas 2016	10 000,00
Réseau action TI	X				Appui financier - Journée de l'informatique du Québec 2016	5 250,00
Réseau action TI	X				Accès à la formation, ateliers, conférences	3 750,00
SociéTIC	X				Appui financier - Hackathon données Québec, 2017	10 000,00

Pour les contrats de plus de 25 000\$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 7 - Contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. par le ou les cabinets ministériels en 2016-2017, en indiquant: a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le détail des travaux ou services effectués (but visé); d) la date d'octroi du contrat; e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments; f) l'échéancier; g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux infrastructures publiques						
FOURNISSEUR	MODE DE SOLLICITATION				OBJET	MONTANT
	Gré à gré	Appel d'offres sur invitation	Appel d'offres public	Commande de biens / demande d'exécution		
IGF-Québec	X				Forfait - Conférences et formation de l'IGFQ, 2017-2018	1 300,00
Ordre des comptables professionnels agréés du Québec	X				Forfait Passeport 2016-2017, Multi-usagers	2 149,00
Voyages Laurier du Vallon inc., Les	X				Billets d'avion - Québec / Edmonton / Québec	1 220,55

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 8 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant : Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication. a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi; c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi; d) le montant accordé; e) les motifs de la demande; f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Il n'y a aucun contrat qui a fait l'objet d'une autorisation du dirigeant d'organisme en vertu de l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 9 - Appels d'offres publics**

Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) la liste des soumissions et le montant de chacune; b) la grille d'évaluation des soumissions; c) la justification du choix du soumissionnaire retenu; d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat; e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Numéro de l'appel d'offres public	Objet	Nom du contractant	Autres soumissionnaires	Montant	Justification du choix du soumissionnaire retenu		
					Plus bas soumissionnaire	Meilleur rapport qualité prix	Qualité uniquement
959783	Travaux d'architecture détaillés pour le système intégré d'information de gestion en RH - Études quantitatives (SIIG-RH/EQ).	Momentum Technologies Inc.	GDG Informatique et gestion Inc. Conseillers en gestion et informatique CGI Inc. Réseaux Techwise (2009) Inc. Larochelle Groupe Conseil Inc. Adnia Conseils Inc.	163 240,00 \$ 179 982,25 \$ 173 036,78 \$ Non acceptable 222 488,00 \$ 174 023,15 \$		X	
979315	Installation, déploiement et gestion d'une console de télésurveillance en mode géré.	Bell Canada	Gardien Virtuel Inc. Sécurité Above Inc.	280 224,90 \$ 314 810,40 \$ 361 590,00 \$		X	
997092	Support pour divers besoins en ressources informationnelles	Momentum Technologies Inc.	Groupe Alithya Inc.	594 867,60 \$ 635 435,00 \$		X	
1022763	Services de traduction du français vers l'anglais des documents des budgets de dépenses 2017-2018 à 2021-2022	Services linguistiques Versacom Inc.		145 855 \$		X	

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec: <https://www.seao.ca/>.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 10 – Contrats cabinet

Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2016-2017, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 11 - Consultants externes

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017 : a) le nombre de consultants externes intégrés (nombre de personnes) ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et/ou d'une entreprise relevant du ministère; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12 - Développements informatiques > 100 000 \$

Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics; m) Nombre et liste des pénalités appliquées à des sous-traitants dans le domaine des TI pour les 10 dernières années.

Nom du projet	Nature du projet	Budget autorisé	Dépenses au 28-02-2017	Réalisation (%) 28-02-2017	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Outil gouvernemental de planification de la main-d'œuvre (OGPMO)	<p>Ce projet vise à mettre en place une solution informatique permettant de soutenir l'ensemble des intervenants concernés dans l'implantation de la démarche de planification de la main-d'œuvre auprès des MO, lesquels sont, pour la plupart, peu outillés pour répondre aux exigences du Secrétariat du Conseil du trésor (SCT) en cette matière.</p> <p>Le système couvre les grandes fonctionnalités suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• le transfert des données SCT-MO;• les fonctions de calcul du niveau de vulnérabilité des emplois;• le portrait de l'effectif ministériel;• les fonctionnalités de pilotage du système, etc. <p>Cette démarche, qui s'inscrit directement dans l'axe d'intervention 2.2 du dernier plan stratégique du SCT intitulé « La planification de la main-d'œuvre », permettra au Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines de dégager un portrait complet de la main-d'œuvre de la fonction publique aux fins de reddition de comptes au Conseil du trésor.</p>	312 800 \$	92 800 \$	30	Ne s'applique pas
Système interministériel de gestion des griefs (SIGG)	<p>Le projet vise le remplacement des systèmes de suivi des griefs (GR) et le système GRIEF, ainsi que l'intégration d'outils complémentaires, par un système unique permettant de répondre à toutes les obligations en matière de gestion des griefs et de respecter les obligations légales de l'article 25 de la <i>Loi modifiant la Loi sur la fonction publique</i>.</p>	1 627 040 \$	400 200 \$	35	Ne s'applique pas

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 12 - Développements informatiques > 100 000 \$

Nom du projet	Nature du projet	Budget autorisé	Dépenses au 28-02-2017	Réalisation (%) 28-02-2017	Étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre
Système intégré d'information de gestion en ressources humaines, volet études quantitatives (SIIG-RH/EQ)	Le domaine d'affaires couvert par le présent projet concerne la gestion des ressources humaines et vise à supporter les besoins du SCT en matière d'information de gestion et d'études quantitatives, notamment pour les évaluations des coûts liés aux négociations de conventions collectives.	2 096 560 \$	513 718 \$	25	Ne s'applique pas
Service d'authentification gouvernemental	Le projet vise à mettre en place un service gouvernemental unique qui supporte l'offre de service en ligne des organismes publics et permet à l'ensemble des citoyens et des entreprises d'accéder à cette offre de service au moyen d'un justificatif au choix.	650 000 \$	617 500 \$ ¹⁾	95 %	Un appel d'intérêt réalisé dans le cadre du dossier d'affaires a permis d'évaluer les possibilités de solutions logicielles offertes dans le marché.
¹⁾ Le coût réfère uniquement à la réalisation du dossier d'affaires.					
m) Sans objet.					

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 13 - Dépenses diverses

Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes: a) la photocopie; b) le mobilier de bureau; c) l'ameublement; d) la décoration et l'embellissement; e) le distributeur d'eau de source; f) le remboursement des frais de transport; g) le remboursement des frais d'hébergement; h) le remboursement des frais de repas; i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes; j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement : I. a) au Québec; II. b) à l'extérieur du Québec.

OBJET	COÛT
Photocopie	83 684,91 \$
Mobilier de bureau et l'ameublement	17 801,05 \$
Distributeur d'eau de source	0,00 \$
Décoration et l'embellissement	1 254,82 \$
Remboursement des frais de transport, d'hébergement et de repas	129 945,89 \$
Participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement (ensemble des dépenses) :	
- Québec	108 866,32 \$
- Extérieur du Québec	0,00 \$

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 14 - Téléphonie, ordinateurs portables et tablettes électroniques

Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2016-2017 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie : a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés; b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres); c) le nombre de téléavertisseurs utilisés; d) les coûts d'acquisition des appareils; e) le coût d'utilisation des appareils; f) le coût des contrats téléphoniques; g) les noms des fournisseurs; h) le nombre de minutes utilisées; i) les ordinateurs portables; j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés; k) le coût des frais d'itinérance; l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Nombre d'appareils mobiles	208
Coût d'acquisition des appareils mobiles	2 099,70 \$
Nombre de minutes utilisés	296 633
Coût d'utilisation	79 155,46 \$
Fournisseurs	Rogers, Bell, Telus
Coûts des contrats	78 210,20 \$
Coûts de résiliation	4 062,00 \$
Nombre de tablettes électroniques	31
Nombre d'ordinateurs portables	220
Frais d'itinérance	1 727,84 \$
Coûts d'acquisition des ordinateurs portables et des tablettes électroniques	22 782,10 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 25).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15A - Groupes cibles 35 ans et +

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	7	1,35%	3	0,58%	10	1,92%
Cadres	0	0,00%	2	0,38%	0	0,00%	0	0,00%	29	5,58%	33	6,35%	63	12,12%
Professionnels	2	0,38%	30	5,77%	2	0,38%	1	0,19%	137	26,35%	122	23,46%	351	67,50%
Techniciens	0	0,00%	0	0,00%	2	0,38%	0	0,00%	7	1,35%	50	9,62%	64	12,31%
Personnel de bureau	2	0,38%	1	0,19%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,19%	25	4,81%	32	6,15%
Ouvriers		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
TOTAL	4	0,76%	33	6,34%	4	0,76%	1	0,19%	181	34,82%	233	44,82%	520	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15B - Groupes cibles - de 35 ans

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins.														
CATÉGORIE D'EMPLOI	PERSONNES HANDICAPÉES		MEMBRES DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		HOMMES		FEMMES		NOMBRE D'EFFECTIFS RÉGULIERS EN EMPLOI	
	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%	Nb	%
Administrateurs d'État	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	10	1,92%
Cadres	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,19%	0	0,00%	63	12,12%
Professionnels	2	0,38%	8	1,54%	0	0,00%	1	0,19%	44	8,46%	48	9,23%	351	67,50%
Techniciens	0	0,00%	1	0,19%	0	0,00%	0	0,00%	1	0,19%	6	1,15%	64	12,31%
Personnel bureau	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	0	0,00%	6	1,15%	32	6,15%
Ouvrier		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%		0,00%
TOTAL	2	0,38%	9	1,73%	0	0	1	0,19%	46	8,84%	60	11,53%	520	100,00%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15C - Jours de maladie												
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	21,5	6,5	7,5	10,5	12,5	30	17	7,5	13	26	9	8,5
Professionnels	187	210	181	171,5	167,5	194,5	178,5	220	154	199	224	95,5
Personnel de bureau et techniciens	61	56,5	63	42,5	47	51,5	58,5	66	78	97	70,5	28,5
Autres												
TOTAL	269,5	273	251,5	224,5	227	276	254	293,5	245	322	303,5	132,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15D - Réserve de maladie				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	25	22	21	11
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	47	31	14	12
Professionnels	163	101	56	48
Autres *	17	5	2	0
	VALEUR ESTIMÉE			
Haute direction et cadres	21 795 \$	265 861 \$	778 154 \$	810 210 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	30 195 \$	140 718 \$	179 073 \$	398 882 \$
Professionnels	81 627 \$	721 808 \$	1 148 511 \$	2 442 916 \$
Autres *	299 \$	28 985 \$	35 173 \$	0 \$
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Preretraite				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15E - Heures supplémentaires

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); - le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

PROFESSIONNELS		PERSONNEL DE BUREAU ET TECHNICIENS	
NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES	NOMBRE D'HEURES PAYÉES	NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES
4 109,34	3 185,75	267,02	286,54

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15F - Jours de vacances												
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.												
CATÉGORIE D'EMPLOI	AVRIL	MAI	JUIN	JUILLET	AOÛT	SEPTEMBRE	OCTOBRE	NOVEMBRE	DÉCEMBRE	JANVIER	FÉVRIER	MARS
Cadres	87,5	107	146	443	630	118	41	43	141,5	111,5	59,5	95
Professionnels	205,5	263	508	1262	2434,5	389	167,5	137	558,5	556,5	165	250,5
Personnel de bureau et techniciens	65	62,5	127	386	643	169	70	27,5	198,5	152	58	53
Autres	0	0	0	1	4	0	0	0	0	0	0	0
TOTAL	358	432,5	781	2092	3711,5	676	278,5	207,5	898,5	820	282,5	398,5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15G - Réserve de jours de vacances				
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.				
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES			
	MOINS DE 10 JOURS	10 À 50 JOURS	50 À 100 JOURS	100 JOURS ET PLUS
Haute direction et cadres	5	56	17	1
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	10	92	1	1
Professionnels	85	266	16	1
Autres *	21	3	0	0
	VALEUR ESTIMÉE			
Haute direction et cadres	2 988 \$	858 849 \$	539 018 \$	120 081 \$
Personnel de bureau, techniciens et assimilés	8 358 \$	361 504 \$	13 921 \$	36 182 \$
Professionnels	18 567 \$	1 743 726 \$	302 503 \$	38 000 \$
Autres *	5 443 \$	23 029 \$	0 \$	0 \$
* Autres : Stagiaire, Étudiant, Personnel de Cabinet, Titulaire d'emploi supérieur à honoraire, Congé sans salaire, Maternité, Invalidité, Préretraite.				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15H – Plaintes harcèlement psychologique

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15i - Personnel double rémunération

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. Le paragraphe 1^o de l'article 53, ainsi que le premier alinéa 59, de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements.

Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15J - Effectifs par catégorie d'emploi et par territoire

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).		
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE D'EFFECTIFS 2016-2017	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
Cadres	63	Capitale-Nationale
Professionnels	342 9	Capitale-Nationale Montréal
Personnel de bureau et technicien	96	Capitale-Nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15K - Effectifs complexité

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

2016-2017

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel au Secrétariat du Conseil du trésor¹

164

¹ À partir d'avril 2008, les primes de complexité supérieure ont été remplacées par les postes de niveau expert et émérite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15L - Effectifs traitement supérieur

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

2016-2017

Nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie ¹

34

¹ Traitement supérieur = traitement majoré (plus de 35 heures)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15M - Postes par catégorie d'emploi

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions).		
CATÉGORIE D'EMPLOI	NOMBRE DE POSTES 2016-2017	TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL
Cadres	63	Capitale-Nationale
Professionnels	342	Capitale-Nationale
	9	Montréal
Personnel de bureau et technicien	96	Capitale-Nationale

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15N - Effectifs 5 prochains exercices

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation): le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

Le niveau des effectifs déterminé ne distingue pas les catégories d'emploi.

Ce niveau pour la fonction publique est présenté au volume Renseignements supplémentaires du Budget de dépenses de l'exercice. En ce qui concerne le niveau des effectifs 2017-2018, le Conseil du trésor le déterminera dans les prochaines semaines.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 150 - Nombre employés permanents et temporaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	Février 2017
010-Culture et des Communication:	Régulier	287
	Temporaire	30
Total 010-Culture et des Communication		317
030-Relations internationales et de la Francophor	Régulier	237
	Temporaire	22
Total 030-Relations internationales et de la Francophor		259
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	Régulier	365
	Temporaire	66
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		431
052-Forêts, Faune et Parc:	Régulier	1 508
	Temporaire	156
Total 052-Forêts, Faune et Parc:		1 664
055-Immigration, Diversité et Inclusio	Régulier	649
	Temporaire	32
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusio		681
060-Santé et Services sociaux:	Régulier	651
	Temporaire	81
Total 060-Santé et Services sociaux		732
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	Régulier	1 231
	Temporaire	261
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		1 492
065-Famille	Régulier	389
	Temporaire	32
Total 065-Famille		421
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentatio	Régulier	1 209
	Temporaire	131
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentatio		1 340
095-Sécurité publique	Régulier	4 371
	Temporaire	435
Total 095-Sécurité publique		4 806
140-Conseil exécutif	Régulier	894
	Temporaire	37
Total 140-Conseil exécutif		931
160-Conseil du trésor	Régulier	492
	Temporaire	36
Total 160-Conseil du trésor		528
188-Tribunal administratif des marchés financiers	Régulier	13
	Temporaire	2
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		15
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	Régulier	3
	Temporaire	
Total 206-Conseil du patrimoine culturel du Québec		3
210-Finances:	Régulier	463
	Temporaire	54
Total 210-Finances:		517
238-Conseil supérieur de l'éducation	Régulier	21
	Temporaire	1
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		22
240-Retraite Québec	Régulier	1 631
	Temporaire	131
Total 240-Retraite Québec		1 762
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	Régulier	65
	Temporaire	10
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		75
245-Commissaire à la santé et au bien-être	Régulier	6
	Temporaire	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		7
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	Régulier	289
	Temporaire	56
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		345
247-Commissaire au lobbying du Québec	Régulier	26
	Temporaire	
Total 247-Commissaire au lobbying du Québec		26
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	Régulier	38
	Temporaire	8
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		46
267-Commissaire à la déontologie policière	Régulier	28
	Temporaire	1
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		29
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	Régulier	20
	Temporaire	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		21
280-Économie, Science et Innovation	Régulier	624
	Temporaire	72
Total 280-Économie, Science et Innovation		696
289-Conseil de la magistrature	Régulier	4
	Temporaire	1
Total 289-Conseil de la magistrature		5
293-Coroner	Régulier	29
	Temporaire	3
Total 293-Coroner		32
320-Société de l'assurance automobile du Québec	Régulier	2 449
	Temporaire	236
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		2 685
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	Régulier	3
	Temporaire	1
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		4
323-Institut de la statistique du Québec	Régulier	176
	Temporaire	56
Total 323-Institut de la statistique du Québec		232
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	Régulier	73
	Temporaire	5
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		78
344-Office de la protection du consommateur	Régulier	102
	Temporaire	5

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 150 - Nombre employés permanents et temporaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	Février 2017
Total 344-Office de la protection du consommateur		107
347-Centre de services partagés du Québec	Régulier	1 477
	Temporaire	205
Total 347-Centre de services partagés du Québec		1 682
350-Education et Enseignement Supérieur	Régulier	856
	Temporaire	128
Total 350-Education et Enseignement Supérieur		984
352-Régie du cinéma	Régulier	24
	Temporaire	
Total 352-Régie du cinéma		24
360-Office des professions du Québec	Régulier	60
	Temporaire	6
Total 360-Office des professions du Québec		66
367-Régie du bâtiment du Québec	Régulier	412
	Temporaire	25
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		437
368-Commission municipale du Québec	Régulier	19
	Temporaire	
Total 368-Commission municipale du Québec		19
370-Assemblée nationale	Régulier	422
	Temporaire	39
Total 370-Assemblée nationale		461
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	Régulier	4
	Temporaire	1
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		5
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	Régulier	6
	Temporaire	2
Total 372-Commission de l'éthique en science et en technologie		8
374-Vérificateur général	Régulier	226
	Temporaire	51
Total 374-Vérificateur général		277
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	Régulier	1 413
	Temporaire	147
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		1 560
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	Régulier	139
	Temporaire	6
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		145
390-Sûreté du Québec	Régulier	664
	Temporaire	111
Total 390-Sûreté du Québec		775
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	Régulier	33
	Temporaire	2
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		35
400-Justice	Régulier	1 546
	Temporaire	187
Total 400-Justice		1 733
402-Comité de déontologie policière	Régulier	13
	Temporaire	
Total 402-Comité de déontologie policière		13
408-Commission d'accès à l'information	Régulier	47
	Temporaire	4
Total 408-Commission d'accès à l'information		51
413-Bureau des enquêtes indépendantes	Régulier	26
	Temporaire	2
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		28
415-Tribunal Administratif du Travail	Régulier	452
	Temporaire	23
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		475
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	Régulier	33
	Temporaire	1
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		34
430-Commission de la fonction publique	Régulier	30
	Temporaire	2
Total 430-Commission de la fonction publique		32
450-Tribunal administratif du Québec	Régulier	208
	Temporaire	21
Total 450-Tribunal administratif du Québec		229
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	Régulier	10
	Temporaire	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		10
510-Régie du logement	Régulier	146
	Temporaire	5
Total 510-Régie du logement		151
520-La Financière agricole du Québec	Régulier	480
	Temporaire	33
Total 520-La Financière agricole du Québec		513
538-Office des personnes handicapées du Québec	Régulier	91
	Temporaire	6
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		97
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	Régulier	110
	Temporaire	2
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		112
560-Curateur public	Régulier	493
	Temporaire	74
Total 560-Curateur public		567
600-Energie et des Ressources naturelles	Régulier	602
	Temporaire	54
Total 600-Energie et des Ressources naturelles		656
630-Directeur général des élections	Régulier	208
	Temporaire	18
Total 630-Directeur général des élections		226
660-Conseil du statut de la femme	Régulier	22
	Temporaire	3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 150 - Nombre employés permanents et temporaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre d'employés permanents et temporaires.		
MINISTÈRE ou ORGANISME	STATUT	Février 2017
Total 660-Conseil du statut de la femme		25
690-Conseil supérieur de la langue française	Régulier	5
	Temporaire	1
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		6
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	Régulier	4 402
	Temporaire	302
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		4 704
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	Régulier	3 514
	Temporaire	364
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		3 878
710-Office québécois de la langue française	Régulier	199
	Temporaire	14
Total 710-Office québécois de la langue française		213
730-Société d'habitation du Québec	Régulier	279
	Temporaire	50
Total 730-Société d'habitation du Québec		329
771-Fonds Accès Justice	Régulier	3
	Temporaire	1
Total 771-Fonds Accès Justice		4
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	Régulier	217
	Temporaire	25
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		242
776-Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire. Forestier	Régulier	374
	Temporaire	43
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet aménagement durable du territoire		417
781-Fonds Aérien	Régulier	153
	Temporaire	5
Total 781-Fonds Aérien		158
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FOR) - Transports	Régulier	3 320
	Temporaire	489
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FOR) - Transports		3 809
812-Fonds des services de police	Régulier	825
	Temporaire	82
Total 812-Fonds des services de police		907
814-Fonds de partenariat touristique	Régulier	179
	Temporaire	11
Total 814-Fonds de partenariat touristique		190
817-Fonds d'information sur le territoire	Régulier	393
	Temporaire	26
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		419
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	Régulier	226
	Temporaire	3
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		229
826-Fonds des ressources naturelles	Régulier	170
	Temporaire	20
Total 826-Fonds des ressources naturelles		190
830-Commission des transports du Québec	Régulier	90
	Temporaire	7
Total 830-Commission des transports du Québec		97
839-Fonds de la sécurité routière	Régulier	8
	Temporaire	2
Total 839-Fonds de la sécurité routière		10
850-Transports, Mobilité durable et Electrification des transports	Régulier	1 040
	Temporaire	106
Total 850-Transports, Mobilité durable et Electrification des transports		1 146
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	Régulier	5
	Temporaire	
Total 872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)		5
874-Fonds du financement	Régulier	7
	Temporaire	4
Total 874-Fonds du financement		11
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	Régulier	103
	Temporaire	11
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		114
Total	Régulier	44 130
	Temporaire	4 687
Total général		48 817

Personnel permanent et temporaire assujéti à la LFP. Données actualisées selon la structure budgétaire 2016-2017.
Données compilées à la paie 24 en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15P - Départs volontaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017
010-Culture et des Communications	1-Retraite	18
	2-Démission	3
Total 010-Culture et des Communications		21
030-Relations internationales et de la Francophonie	1-Retraite	10
	2-Démission	
Total 030-Relations internationales et de la Francophonie		10
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	1-Retraite	28
	2-Démission	6
Total 050-Affaires municipales et Occupation du territoire		34
052-Forêts, Faune et Parcs	1-Retraite	101
	2-Démission	12
Total 052-Forêts, Faune et Parcs		113
055-Immigration, Diversité et Inclusion	1-Retraite	51
	2-Démission	6
Total 055-Immigration, Diversité et Inclusion		57
060-Santé et Services sociaux	1-Retraite	26
	2-Démission	13
Total 060-Santé et Services sociaux		39
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	1-Retraite	54
	2-Démission	8
Total 064-Régie de l'assurance-maladie du Québec		62
065-Famille	1-Retraite	19
	2-Démission	2
Total 065-Famille		21
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	1-Retraite	93
	2-Démission	13
Total 080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation		106
095-Sécurité publique	1-Retraite	102
	2-Démission	39
Total 095-Sécurité publique		141
140-Conseil exécutif	1-Retraite	39
	2-Démission	5
Total 140-Conseil exécutif		44
160-Conseil du trésor	1-Retraite	25
	2-Démission	4
Total 160-Conseil du trésor		29
188-Tribunal administratif des marchés financiers	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 188-Tribunal administratif des marchés financiers		1
210-Finances	1-Retraite	19
	2-Démission	9
Total 210-Finances		28
238-Conseil supérieur de l'éducation	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 238-Conseil supérieur de l'éducation		1
240-Retraite Québec	1-Retraite	67
	2-Démission	8
Total 240-Retraite Québec		75
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	1-Retraite	2
	2-Démission	
Total 244-Commissaire à la lutte contre la corruption		2
245-Commissaire à la santé et au bien-être	1-Retraite	
	2-Démission	1
Total 245-Commissaire à la santé et au bien-être		1
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	1-Retraite	10
	2-Démission	4
Total 246-Directeur des poursuites criminelles et pénales		14
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	1-Retraite	2
	2-Démission	
Total 247-Commissaire au lobbyisme du Québec		2
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	1-Retraite	5
	2-Démission	1
Total 256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement		6
267-Commissaire à la déontologie policière	1-Retraite	3
	2-Démission	
Total 267-Commissaire à la déontologie policière		3
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	1-Retraite	3
	2-Démission	1
Total 274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial		4
280-Économie, Science et Innovation	1-Retraite	26
	2-Démission	2
Total 280-Économie, Science et Innovation		28
289-Conseil de la magistrature	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 289-Conseil de la magistrature		
293-Coroner	1-Retraite	1
	2-Démission	1
Total 293-Coroner		2

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15P - Départs volontaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017
320-Société de l'assurance automobile du Québec	1-Retraite	142
	2-Démission	23
Total 320-Société de l'assurance automobile du Québec		165
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 321-Fonds d'aide aux recours collectifs		
323-Institut de la statistique du Québec	1-Retraite	6
	2-Démission	
Total 323-Institut de la statistique du Québec		6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	1-Retraite	5
	2-Démission	2
Total 328-Commission de protection du territoire agricole du Québec		7
344-Office de la protection du consommateur	1-Retraite	6
	2-Démission	2
Total 344-Office de la protection du consommateur		8
347-Centre de services partagés du Québec	1-Retraite	91
	2-Démission	13
Total 347-Centre de services partagés du Québec		104
350-Éducation et Enseignement Supérieur	1-Retraite	69
	2-Démission	9
Total 350-Éducation et Enseignement Supérieur		78
352-Régie du cinéma	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 352-Régie du cinéma		1
360-Office des professions du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	1
Total 360-Office des professions du Québec		2
367-Régie du bâtiment du Québec	1-Retraite	15
	2-Démission	5
Total 367-Régie du bâtiment du Québec		20
368-Commission municipale du Québec	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 368-Commission municipale du Québec		
370-Assemblée nationale	1-Retraite	25
	2-Démission	6
Total 370-Assemblée nationale		31
371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 371-Commissaire à l'Éthique et à la Déontologie		
374-Vérificateur général	1-Retraite	7
	2-Démission	6
Total 374-Vérificateur général		13
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	1-Retraite	72
	2-Démission	14
Total 380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques		86
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	1-Retraite	4
	2-Démission	
Total 386-Régie des alcools, des courses et des jeux		4
390-Sûreté du Québec	1-Retraite	29
	2-Démission	11
Total 390-Sûreté du Québec		40
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec		1
400-Justice	1-Retraite	110
	2-Démission	11
Total 400-Justice		121
402-Comité de déontologie policière	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 402-Comité de déontologie policière		1
408-Commission d'accès à l'information	1-Retraite	3
	2-Démission	
Total 408-Commission d'accès à l'information		3
413-Bureau des enquêtes indépendantes	1-Retraite	
	2-Démission	2
Total 413-Bureau des enquêtes indépendantes		2
415-Tribunal Administratif du Travail	1-Retraite	31
	2-Démission	
Total 415-Tribunal Administratif du Travail		31
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 425-Commission québécoise des libérations conditionnelles		1
430-Commission de la fonction publique	1-Retraite	
	2-Démission	1
Total 430-Commission de la fonction publique		1
450-Tribunal administratif du Québec	1-Retraite	14
	2-Démission	1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15P - Départs volontaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017
Total 450-Tribunal administratif du Québec		15
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 505-Conseil de gestion de l'assurance parentale		
510-Régie du logement	1-Retraite	13
	2-Démission	1
Total 510-Régie du logement		14
520-La Financière agricole du Québec	1-Retraite	33
	2-Démission	1
Total 520-La Financière agricole du Québec		34
538-Office des personnes handicapées du Québec	1-Retraite	7
	2-Démission	
Total 538-Office des personnes handicapées du Québec		7
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	1-Retraite	15
	2-Démission	
Total 547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec		15
560-Curateur public	1-Retraite	26
	2-Démission	2
Total 560-Curateur public		28
600-Énergie et des Ressources naturelles	1-Retraite	31
	2-Démission	3
Total 600-Énergie et des Ressources naturelles		34
630-Directeur général des élections	1-Retraite	6
	2-Démission	6
Total 630-Directeur général des élections		12
660-Conseil du statut de la femme	1-Retraite	
	2-Démission	1
Total 660-Conseil du statut de la femme		1
690-Conseil supérieur de la langue française	1-Retraite	1
	2-Démission	
Total 690-Conseil supérieur de la langue française		1
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	1-Retraite	321
	2-Démission	19
Total 700-Travail, Emploi et Solidarité sociale		340
703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail	1-Retraite	
	2-Démission	
Total 703-Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail		
710-Office québécois de la langue française	1-Retraite	18
	2-Démission	
Total 710-Office québécois de la langue française		18
730-Société d'habitation du Québec	1-Retraite	25
	2-Démission	6
Total 730-Société d'habitation du Québec		31
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1-Retraite	5
	2-Démission	10
Total 773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux		15
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	1-Retraite	30
	2-Démission	3
Total 776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier		33
781-Fonds Aérien	1-Retraite	3
	2-Démission	3
Total 781-Fonds Aérien		6
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	1-Retraite	191
	2-Démission	56
Total 807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)		247
812-Fonds des services de police	1-Retraite	46
	2-Démission	7
Total 812-Fonds des services de police		53
814-Fonds de partenariat touristique	1-Retraite	12
	2-Démission	2
Total 814-Fonds de partenariat touristique		14
817-Fonds d'information sur le territoire	1-Retraite	21
	2-Démission	
Total 817-Fonds d'information sur le territoire		21
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	1-Retraite	6
	2-Démission	2
Total 820-Fonds de gestion de l'équipement roulant		8
826-Fonds des ressources naturelles	1-Retraite	6
	2-Démission	1
Total 826-Fonds des ressources naturelles		7
830-Commission des transports du Québec	1-Retraite	5
	2-Démission	
Total 830-Commission des transports du Québec		5
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	1-Retraite	45
	2-Démission	14
Total 850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports		59
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	1-Retraite	3

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR		
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 15P - Départs volontaires		
Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) : le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du		
MINISTÈRE	MOTIF	2016-2017
2-Démission		
Total 878-Fonds des registres du ministère de la Justice		3
Total général		2 591

Employés assujettis à la LFP.
Effectif régulier.
Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2016-2017 et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs volontaires.
Les données de 2016-2017 couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 2 mars 2017 inclusivement et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15q – Postes abolis par ministère

Pour chaque direction du ministère et direction d'organisme relevant du ministère, le nombre de postes abolis ventilé par corps d'emploi, pour 2016-2017 et les cinq années précédentes.

Aucun. *

* La réponse fournie concerne le Secrétariat du Conseil du trésor uniquement.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 15r – Effectif autorisé – Loi 15

L'effectif autorisé par le SCT en vertu de la loi 15 sur le contrôle des effectifs, par année, depuis l'instauration de la loi.

Cette information ne peut être communiquée en vertu des articles 30 et 33 (5^e) de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 16A - Départ à la retraite	
Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite en 2015-2016 et en 2016-2017, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.	
MINISTÈRE	2016-2017
010-Culture et des Communications	18
030-Relations internationales et de la Francophonie	10
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	28
052-Forêts, Faune et Parcs	101
055-Immigration, Diversité et Inclusion	51
060-Santé et Services sociaux	26
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	54
065-Famille	19
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	93
095-Sécurité publique	102
140-Conseil exécutif	39
160-Conseil du trésor	25
188-Tribunal administratif des marchés financiers	1
210-Finances	19
238-Conseil supérieur de l'éducation	1
240-Retraite Québec	67
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	2
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	10
247-Commissaire au lobbying du Québec	2
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5
267-Commissaire à la déontologie policière	3
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	3
280-Economie, Science et Innovation	26
293-Coroner	1
320-Société de l'assurance automobile du Québec	142
323-Institut de la statistique du Québec	6
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	5
344-Office de la protection du consommateur	6
347-Centre de services partagés du Québec	91
350-Éducation et Enseignement Supérieur	69
352-Régie du cinéma	1
360-Office des professions du Québec	1
367-Régie du bâtiment du Québec	15
370-Assemblée nationale	25
374-Vérificateur général	7
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	72
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	4
390-Sûreté du Québec	29
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	1
400-Justice	110
402-Comité de déontologie policière	1
408-Commission d'accès à l'information	3
415-Tribunal Administratif du Travail	31
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	1
450-Tribunal administratif du Québec	14
510-Régie du logement	13
520-La Financière agricole du Québec	33
538-Office des personnes handicapées du Québec	7
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	15
560-Curateur public	26
600-Énergie et des Ressources naturelles	31
630-Directeur général des élections	6
690-Conseil supérieur de la langue française	1
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	321
710-Office québécois de la langue française	18
730-Société d'habitation du Québec	25
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	5
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	30
781-Fonds Aérien	3
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	191
812-Fonds des services de police	46
814-Fonds de partenariat touristique	12
817-Fonds d'information sur le territoire	21
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	6
826-Fonds des ressources naturelles	6
830-Commission des transports du Québec	5
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	45
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	3
Total général	2 209

Employés réguliers assujettis à la LFP.

Données présentées selon la structure de l'exercice financier 2016-2017 et uniquement pour les ministères et organismes qui ont connu des départs à la retraite.

Les données de 2016-2017 couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 2 mars 2017 et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16B - Remplacement selon PGRH

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.

En 2016-2017, 15 remplacements ont été effectués sur 25 départs à la retraite.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16C – Départs à la retraite prévus

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de départs à la retraite prévus pour 2017-2018 et 2018-2019 et les indemnités de retraite qui seront versées.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 16 A.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 16D - Retraités à contrat

Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction : le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique embauchés pour un ou des contrats :

1

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 17 - Baux SQI

Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2016-2017 en indiquant pour chacun d’eux : a) l’emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l’espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.				
ADRESSE	SUPERFICIE LOCATIVE (M²)	COÛT TOTAL DE LOCATION 2016-2017	COÛT D'AMÉNAGEMENT 2016-2017	NATURE DES TRAVAUX
1, rue Notre-Dame Est, Montréal	333,68	71 395,92 \$	0,00 \$	
500, boul. René-Lévesques Ouest, Montréal	218,01	76 843,44 \$	0,00 \$	
875, Grande Allée Est, Québec	18 831,80	4 077 637,74 \$	35 254,33 \$	Construction 22 443,41 \$ Déménagement 10 212,75 \$ Moblier 2 598,17 \$
525, boul. René-Lévesque Est, Québec	177,28	46 880,40 \$	0,00 \$	
810, Route Jean-Gauvin, Québec (fin de la location le 12 juillet 2016)	131,09	9 751,24 \$	0,00 \$	
380, rue Saint-Antoine Ouest, Montréal	351,02	62 404,24 \$	5 221,39 \$	Déménagement 4 271,80 \$ Transport/Hôtel 949,59 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du ministère en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 18 - Aménagement SCT, Cabinet

Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2016-2017, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

Cabinet ministériel situé au 875, Grande Allée Est à Québec : 1 634,97 \$

- Déménagement : 730,00 \$
- Mobilier : 904,97 \$

Cabinet ministériel situé au 380, Saint-Antoine Ouest à Montréal : 5 221,39 \$

- Déménagement : 4 271,80 \$
- Transport et hébergement : 949,59 \$

Bureau de comté situé au 810, route Jean-Gauvin à Québec : Aucun (début de la location au 1^{er} février 2016)

Les coûts reliés aux bureaux de circonscription sont régis par le Règlement sur les allocations aux députés et aux titulaires de cabinets et sur les sommes versées à des fins de recherche et de soutien de l'Assemblée nationale.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
	Cabinet de Sam Hamad	
Breton, Karine	Conseillère politique	Québec
Caron, Diane	Adjointe au bureau de Québec	Québec
Dionne-Charest, Antoine	Conseillère politique	Montréal
El Ghernati, Ihssane	Conseillère politique	Québec
Hébert, Olivier	Conseiller politique	Québec
Henriquez, Maria-José	Conseillère politique	Montréal
Lavoie, Lisa	Conseillère politique	Québec
Leblanc, Steeve	Directeur de cabinet	Québec
Lefrançois, Élane	Adjointe au bureau de circonscription	Québec
Prémont, François	Conseiller politique	Québec
Roy, Isabelle	Conseillère politique	Québec
Savard, Gabrielle	Conseillère politique	Québec
St-Hilaire, Cynthia	Attachée de presse	Québec
Turcotte-Savoie, Xavier	Conseiller politique	Québec
MASSE SALARIALE AUTORISÉE EN 2016-2017		
Rémunération totale : 850 000 \$		
Nombre total d'employés : 14		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 19 - Membres du Cabinet

Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2016-2017, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2016-2017; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2015-2016 et 2016-2017; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre et Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État.

NOM	DESCRIPTION DE TÂCHES	PORT D'ATTACHE
<p>Breton, Karine Desmeules, Anne-Sophie Dionne-Charest, Antoine Hébert, Olivier Lavoie, Lisa Roy, Isabelle V Lorrain, Lambert</p> <p>MASSE SALARIALE AUTORISÉE EN 2016-2017 AVEC LE MINISTÈRE DES FINANCES : 1 210 000 \$ Nombre total d'employés : 7</p>	<p>CABINET DE Carlos Leïtao Conseillère politique Conseillère principale Conseillère politique Conseiller politique Conseillère politique Conseillère politique Conseiller politique</p>	<p>Québec Québec Montréal Québec Québec Québec Montréal</p>
	<p>CABINET DE Pierre Moreau Conseillère politique Attachée politique Employée de soutien Attachée politique Attaché politique Attaché politique Conseiller politique Directeur de cabinet Employée de soutien Conseillère politique Attachée politique Attachée politique</p>	<p>Québec Québec Châteauguay Montréal Montréal Châteauguay Québec Québec Châteauguay Québec Québec Montréal</p>
<p>MASSE SALARIALE AUTORISÉE EN 2016-2017 985 000 \$ Nombre total d'employés : 12</p>		

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 20 - Budget discrétionnaire

Liste des sommes d'argent versées en 2016-2017 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.	
BÉNÉFICIAIRE	MONTANT
Aucune subvention n'a été octroyée en 2016-2017 par le ministère en date du 28 février 2017.	

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du ministère en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 26).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 21 - Personnel hors structure

Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

Aucune

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 22 - Personnel en disponibilité

Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de la mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2017-2018.			
CATÉGORIE D'EMPLOI	CLASSE D'EMPLOI	SALAIRE ¹	DATE DE LA MISE EN DISPONIBILITÉ
PROFESSIONNELS	Conseiller en gestion des ressources humaines, grade I	76 293 \$	2015-08-25
	Conseiller en gestion des ressources humaines, grade I	76 293 \$	2016-08-22
	Conseiller en gestion des ressources humaines, grade I	70 135 \$	2016-08-22
	Agent de recherche et de planification socio-économique	76 293 \$	2015-04-13
	Actuaire	76 491 \$	2017-01-06
FONCTIONNAIRES	Agent de bureau, classe principale	44 763 \$	2017-01-25
	Agent de bureau, classe principale	44 763 \$	2017-01-25
	Technicien en administration, classe nominale	51 027 \$	2011-04-01
	Enquêteur en matières frauduleuses, classe nominale	44 927 \$ 28 heures/semaine	2015-05-27
	Contrôleur routier, classe principale	65 300 \$	2016-04-01

¹ Les salaires sont ceux de la paie 24 du 2 mars 2017.

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 23 - Occasionnels mis à pied**

Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2016-2017, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2017-2018; c) par catégorie d'âge.

CATÉGORIE D'EMPLOIS	CATÉGORIE D'ÂGE		
	Moins de 25 ans	25 à 35 ans	Plus de 35 ans
Cadre			1
Professionnel	32	344	307
Enseignant		19	206
Technicien	40	122	236
Personnel de bureau	52	129	438
Agent de la paix	99	98	26
Ouvrier	126	152	863
TOTAL	349	864	2 077

Note : Code de mouvement 37 (Cessation d'emploi).

Personnel assujetti à la LFP.

Les données de 2016-2017 couvrent la période du 1^{er} avril 2016 au 2 mars 2017 et elles ne comprennent pas les départs de la CNESST (Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité au travail).

Statuts d'emplois considérés : Occasionnel sans droit de rappel moins d'un an

Occasionnel sans droit de rappel 1 an et plus

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 24 – Postes abolis par catégorie bureaux régionaux

Pour chaque ministère et organisme, depuis cinq ans, fournir le nombre de postes abolis par bureau régional et par catégorie d'emploi, ainsi que les prévisions pour 2017-2018.
Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 25 – Effectifs par catégorie d'emploi - bureaux régionaux

Pour chaque ministère et organisme, liste des bureaux régionaux et de l'effectif étant rattaché, par catégorie d'emploi, à chacun de ces bureaux. Présenter l'évolution depuis cinq ans, ainsi que les prévisions pour 2017-2018, par mission.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 15J.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 26 - Personnel rémunéré M/O affecté ailleurs

Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

1 employé

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Unités centrales		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
A2T	Abonnement aux journaux, 2017	2 435,68
Cedrom-Sni inc.	Abonnement au service de veille média «Eureka», 2016-2017	8 121,56
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)	Abonnement - Gazette officielle du Québec	676,00
Communication Demo inc.	Revue de presse écrite, 2016-2017	25 995,96
Communication Demo inc.	Revue de presse électronique, 2016-2017	1 325,59
Direction des registres et de la certification	Renouvellement du permis - commissaire à l'assermentation	76,50
Éditions Wilson et Lafleur inc.,Les	Abonnement à la publication «Chartes des droits de la personne», 2016-2017	114,00
Éditions Wilson et Lafleur inc.,Les	Abonnement à la publication «Code civil du Québec, Code de procédure civile, Code criminel», 2016-2017	225,00
Éditions Wilson et Lafleur inc.,Les	Abonnement à la publication «Lois du travail», 2016-2017	105,00
Éditions Yvon Blais inc., Les	Bulletin gestion plus, info employeur, 2016-2017	140,48
Greffe de l'éducation (Publications-Jurisprudence)	Abonnement au logiciel «Natweb», Recueil des sentences de l'éducation, 2016-2017	300,00
Groupe Info-presse	Abonnement annuel à la revue Info-presse, 2016-2017	91,97
Mention Solutions SAS	Abonnement aux services de veille en communications	129,28
Presse Canadienne, La	Abonnement au service de nouvelles sur commande, 2016-2017	5 627,50
The Gazette PMT	Abonnement aux journaux, 2016	528,80

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Unités centrales

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Wolters Kluwer Québec Itée	Abonnement - Programme avantage municipal, 2016-2017	698,00
Wolters Kluwer Québec Itée	Contrôle judiciaire de l'action gouvernementale - feuilles mobiles, 2017-2018	1 407,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Direction générale de l'administration

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
PressReader	Abonnement à l'application PressReader, 2016-2017	164,97
Société de Gestion du réseau informatique des Comm. scolaires	Repères.qc.ca	205,00
Solutions Novaxis inc.	Abonnement - Cit@tion - Droit du travail en ligne, 2016-2017	2 962,62

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la révision permanente des programmes et à l'application de la Loi sur l'administration publique

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Mouvement Québécois de la Qualité	Adhésion 2016-2017	575,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la coordination intersectorielle des négociations et à la rémunération globale

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Conference Board of Canada, The	Extraction d'information en ligne, 2016-2017	10 683,36

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat à la négociation intersectorielle et aux relations de travail fonction publique

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Association des pharmaciens du Canada	Accès au système de guide des médicaments, 2016-2017	1 107,00
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)	Abonnement au service de recherche d'information, 2016-2017	615,80
Société québécoise d'information juridique (SOQUIJ)	Banque en ligne Azimut, 2016-2017	1 056,15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Conseil canadien des marchés publics	Abonnement - Conseil canadien des marchés publics, 2016	1 000,00
United Nations Standard Products and Services Code	Abonnement - UNSPSC, 2016-2017	457,91

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 27 - Abonnements

Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2016-2017, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
CEFRIO [Centre francophone de rech. en informatisation des org.]	Adhésion 2016-2017	1 000,00
Gartner Canada Co.	CIO Signature Government, 2016-2017	101 606,00
Recherche Forrester [Canada] inc.	Abonnement aux services de veille technologique, 2016-2017	9 990,00

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 28 - Billets de saison, loges, club privé

Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.		
FOURNISSEUR	TITRE	MONTANT
Aucun		

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Sites Internet**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Secrétariat du Conseil du trésor [www.tresor.gouv.qc.ca]	Bell Solution Web (Bell Canada)	Aucun coût en 2016-2017.	Hébergé au SCT, le site est entretenu et mis à jour par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 303 767 visites 493 570 visiteurs uniques	Aucun frais en 2016-2017.
Microsite Négociations collectives → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/negos] et site mobile Web [www.negotiation.mobi]	Bell Solution Web (Bell Canada) Laflamme, Marilyn	Aucun coût en 2016-2017.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 8 435 visites 7 120 visiteurs uniques	Aucun frais en 2016-2017.
Microsite Cadre de gestion de l'Administration gouvernementale → section du site Internet du SCT [www.tresor.gouv.qc.ca/cadrede gestion]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles et la Direction des communications.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 30 378 visites 23 018 visiteurs uniques	Aucun frais en 2016-2017.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
 NUMÉRO 29 - Sites Internet**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Unités centrales

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Portail Carrières [www.carrieres.gouv.qc.ca]	Nurun inc. (1 ^{re} version du site) Secrétariat du Conseil du trésor (2 ^e version du site)	Aucun coût en 2016-2017.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles et la Direction des communications.	Direction des communications Bureau de la gouvernance en gestion des ressources humaines Centre de services partagés du Québec	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 1 705 784 visites 822 827 visiteurs uniques	Aucun coût en 2016-2017.
Programme d'identification visuelle [www.piv.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	Aucun coût en 2016-2017.	Direction des communications	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 6 771 visites 4 687 visiteurs uniques	Aucun coût en 2016-2017.

**ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Sites Internet**

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Direction générale de l'administration						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Forum des directrices et directeurs des ressources humaines de la fonction publique du Québec [www.fdrh.gouv.qc.ca]	Doris Bissonnette	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et de l'information de gestion	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucun coût en 2016-2017.
Forum des responsables de la vérification interne [www.frv.gouv.qc.ca]	Information non disponible → Site élaboré en 1996-1997	Données non disponibles	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et de l'information de gestion	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucun coût en 2016-2017.
Forum des gestionnaires en ressources matérielles [www.fgrm.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et de l'information de gestion	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucun coût en 2016-2017.
Calendrier InterSectoriel [www.calendrier-intersectoriel.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	Hébergé au SCT, l'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction des ressources financières et de l'information de gestion	<u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 249 visites 145 visiteurs uniques	Aucun coût en 2016-2017.
Forum des jeunes de la fonction publique québécoise [www.forumjeunes.gouv.qc.ca]	Bleu Outremer (site original) Secrétariat du Conseil du trésor (Refonte du site en 2013-2014)	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Forum des jeunes de la fonction publique québécoise	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. Statistiques non disponibles	Aucun coût en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.						
SECTEUR : Sous-secrétariat aux marchés publics						
NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Registre des entreprises non admissibles aux contrats publics (RENA) [www.rena.tresor.gouv.qc.ca/rena/]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction de la diffusion et du soutien.	Direction de la reddition de comptes et du soutien à l'encadrement des contrats publics	1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017 510 255 visites	Aucun coût en 2016-2017.
Extranet des marchés publics [www.marchespublics.tresor.gouv.qc.ca]	Secrétariat du Conseil du trésor	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués à l'interne.	Direction de la reddition de comptes et du soutien à l'encadrement des contrats publics	Du contenu est ajouté quotidiennement par les utilisateurs (Forum de discussion). 1 ^{er} avril 2016 au 28 février 2017 Membres branchés : 2 294 sur un total de 3 454 enregistrés (66,42 %) Ministères et organismes ayant visité le site : 341 sur un total de 378 enregistrés (90,21 %) 59 769 visites	Aucun coût en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 29 - Sites Internet

Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de «hits»); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.

SECTEUR : Sous-secrétariat du dirigeant principal de l'information

NOM DU SITE ET ADRESSE	NOM DE LA FIRME OU DES PERSONNES QUI ONT CONÇU LE SITE	COÛT DE CONSTRUCTION DU SITE	COÛT DE L'ENTRETIEN ET DE LA MISE À JOUR	RESPONSABLE DU CONTENU DU SITE	FRÉQUENCE MOYENNE DE MISES À JOUR ET NOMBRE DE VISITEURS PAR ANNÉE	NOMBRE DE FOIS QUE LE SITE A ÉTÉ REFAIT, COÛT, CRITÈRES
Données Québec [www.donneesquebec.ca]	Ministère de la Sécurité publique	64 300 \$ dont 49 000 \$ provenant du Secrétariat du Conseil du trésor et 15 300 \$ des autres partenaires.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par le ministère de la Sécurité publique. Le coût d'entretien est de 60 000 \$ pour l'année.	Direction de la vision et des orientations numériques	Des modifications ponctuelles et des ajouts sont apportés, selon les besoins. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 107 346 visites 73 927 visiteurs uniques	Mise en ligne du site www.donneesquebec.ca : 5 avril 2016
Tableau de bord des projets en ressources informationnelles [www.tableaubordprojetsri.gov.qc.ca]	Loran technologies	Aucun coût en 2016-2017.	L'entretien et la mise à jour sont effectués par la Direction principale des ressources informationnelles.	Direction de l'optimisation des ressources informationnelles et de la performance en projet	Les nouvelles données sont ajoutées à chaque publication. <u>1^{er} avril 2016 au 28 février 2017</u> 5 842 visites 3 546 visiteurs uniques	Aucun coût en 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 30 – Nominations négociateurs, médiateurs, commissaires, experts, enquêteurs

Nominations, pour 2016-2017, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée:
a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 7.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 31 - Visites ministérielles et sous ministérielles

Pour 2016-2017, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

Le Secrétariat du Conseil du trésor n'a participé à aucune tournée ministérielle ou sous-ministérielle au cours de l'année financière 2016-2017.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 32 - Demandes d'accès à l'information

Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2015-2016 et 2016-2017: a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total de demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 33 – Adjoints parlementaires

La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2016-2017 :
a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e)l'objet; f) les dates.

Cette question est répondue par les demandes générales numéro 1 et 2.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 34 - Entités administratives créées, fusionnées, scindées, abolies

Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.		
Nom de l'entité administrative	Coûts de transition	Coûts de formation
<p>Les activités de la Régie du cinéma ont été intégrées au ministère de la Culture et des Communications à compter du 1^{er} avril 2017.</p> <p>Transition énergétique Québec a été instituée le 1^{er} avril 2017 (organisme autre que budgétaire).</p> <p>Une partie des activités de l'Agence de revenu du Québec (Registraire des entreprises) a été transférée au Fonds des biens et services du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à compter du 1^{er} avril 2017.</p>	<p>Puisque ces modifications prennent effet le 1^{er} avril 2017, aucune donnée sur les coûts afférents n'est présentement disponible</p>	

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 35 – Ententes gouvernement fédéral et provinces

La liste des ententes et leur nature, signées en 2016-2017 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes et ce, pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 36 - Crédits périmés et gel de crédits

Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2016-2017 et les prévisions pour 2017-2018.

Pour l'exercice financier 2016-2017 et pour une troisième année consécutive, les objectifs de croissance des dépenses ont été respectés. La contribution de l'ensemble des ministères et organismes a permis le respect de l'objectif de dépenses fixé lors du dépôt du Budget de dépenses 2016-2017. Ainsi, le Conseil du trésor a procédé à une suspension du droit d'engager des crédits de 130,0 M\$. En conséquence, les crédits disponibles pour les ministères et organismes ont été diminués du même montant essentiellement pour couvrir les dépassements et risques afin de respecter l'objectif de croissance des dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRESOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GENERAUX
NUMERO 37 - Revenus autonomes et tarification

L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2017-2018.

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 38 - Plan de réduction

Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2016-2017 et les prévisions 2017-2018.

Le document Stratégie de gestion des dépenses présenté aux Budgets de dépenses 2016-2017 fait état des mesures de contrôle des dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 39 - Transferts du gouvernement fédéral

Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2016-2017, ainsi que les prévisions pour 2017-2018 et 2018-2019, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

Aucun

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 40 - Primes au rendement et bonis	
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	
	Montant déboursé en 2016-2017 ¹
Primes au rendement (bonis pour rendement exceptionnel) et bonus (bonis pour les conseillers en gestion des ressources humaines - CGRH)	290 562,64 \$

¹ Ce montant correspond aux primes au rendement de l'année financière 2015-2016 suite aux évaluations. Les déboursés sont effectuées sur l'année financière 2016-2017.
Aucun boni n'a été versé aux cadres depuis 2011.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 41 - Primes de départ, allocation de transition

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

Cabinet de Carlos Leitao : 35 856,42 \$
Cabinet de Sam Hamad : 103 704,87 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 42 - Augmentations de salaire	
Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2016-2017 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	
CATÉGORIES D'EMPLOI	MASSE SALARIALE (EN M\$) 2016-2017 (1er avril 2016 au 31 décembre 2016)
Haute direction	72,9
Cadre	244,8
Professionnel	1 127,5
Enseignant	28,7
Technicien	542,0
Personnel de bureau	289,6
Agent de la paix	148,7
Ouvrier	87,5
Étudiant	31,3
Total	2 573,0

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

Personnel assujetti à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 43 - Salaires versés sans fonction ou tâche assignée

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 44 – Déplacés de leur fonction suite aux changements de gouvernement

Pour 2016-2017, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 45 - Comités formés par le Conseil exécutif et les MO

La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.		
NOM	MANDAT	MEMBRES
Comité permanent de la révision des programmes	<p>Les responsabilités de ce comité consistent à :</p> <ul style="list-style-type: none">fixer des orientations en matière de révision de programmes;prendre des décisions, entre ministres, sur des orientations concernant les projets de révision ayant des impacts sur plus d'un ministère ou organisme;recevoir les bilans des projets par les ministres.	<p>Premier ministre Vice-première ministre Leader parlementaire Présidente du caucus parlementaire Ministre des Finances et ministre responsable de l'Administration gouvernementale et de la Révision permanente des programmes et président du Conseil du trésor Ministre des Forêts, de la Faune et des Parcs Secrétaire du Conseil du trésor Secrétaire associé à la révision permanente des programmes et à l'application de la Loi sur l'administration publique</p>

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 46 – Ententes de confidentialité - projets de loi, des politiques, des stratégies, etc.

Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 47 - Reconstitution des programmes existants

Coûts de reconstitution des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2016-2017 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2017-2018. Pour chacun de ces programmes existants en 2016-2017, donner le coût de reconstitution intégral et la dépense prévue aux crédits 2017-2018, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

- Le coût de reconstitution des programmes est évalué sur une base globale et est établi au moment du dépôt du budget de dépenses.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 48 - Cran d'arrêt

Liste des situations en 2016-2017 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

Le cran d'arrêt s'applique spécifiquement aux initiatives et aux majorations non prévues au cadre budgétaire et ayant un impact financier. Pour celles-ci, les ministères doivent présenter quelles mesures permettront de dégager les sommes nécessaires à leur financement, en privilégiant des mesures de réduction de dépenses. Les initiatives permettant de répondre à des événements urgents et imprévus, telles les catastrophes naturelles, ne sont pas visées par le cran d'arrêt compte tenu de leur nature imprévisible, urgente et généralement incontournable.

Essentiellement, les initiatives ou majorations ayant fait l'objet du cran d'arrêt à ce jour sont celles présentées aux derniers budgets ou aux mises à jour des plans économiques d'automne. Elles ont fait l'objet d'un cran d'arrêt général, puisque financées à même les grands équilibres financiers, notamment par les mesures d'économie identifiées aux différents documents budgétaires. Ces initiatives ou majorations sont présentées sommairement à la page 6 de la Mise à jour du Plan économique de novembre 2015, aux pages B.243 à B.245 du *Plan économique du Québec* de mars 2016 ainsi qu'à la page B.6 de la Mise à jour du Plan économique du Québec d'octobre 2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 49 – Initiative ou majoration programmes existants

Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

Cette question est répondue par la demande générale numéro 47.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 50 – ETC Plan Nord

Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 51 – Budget Plan Nord

Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organisme.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 52 – ETC Stratégie maritime

Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 53 – Budget Stratégie maritime

Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2016-2017 et prévisions pour 2017-2018.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 54 – Programmes financés par le Fonds vert

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 55– Programmes financés par le Fonds des ressources naturelles

Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 56– Programmes financés par le Fonds du Plan Nord

Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds du Plan Nord.

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 57 – Contrats services juridiques

Pour chacune des cinq dernières années, la somme allouée à l'externe pour tout type de service juridique.

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de la Justice pour tous les ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 58 - Autorisation Art. 17, Loi sur les contrats - délégation

Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2016-2017 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics. Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir. Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant : a) le nombre d'autorisations; b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e); c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat; d) le montant accordé; e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire; f) les motifs de la demande; g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats. Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/> .

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 59 - Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 et 2016-2017 ainsi que les prévisions pour 2017-2018: a) la dépense totale (opération et capital); b) les grands dossiers en cours; c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques; d) préciser le nombre en équivalent ETC et comparaison entre le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI; e) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

a) LA DÉPENSE TOTALE :

Pour l'exercice 2016-2017, la dépense totale prévue à la PARI (opération et capital) s'élevait à **9 500,6 k\$, soit :**

- **8 110,2 k\$ en dépenses d'opérations (fonctionnement);**
- **1 390,4 k\$ en investissements liés à des projets spécifiques (capital).**

b) LES GRANDS DOSSIERS EN COURS :

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet – <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>)

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 59 - Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques

d) NOMBRE EN ÉQUIVALENT ETC ET COMPARAISON – RESSOURCES INTERNES ET EXTERNES :				
Le nombre de ressources internes et externes dans le domaine des TI est disponible en nombre de personnes au 4 décembre 2015 et au 2 décembre 2016 par ministères et organismes.				
Ministère et organismes	2016 (cueillette d'information au 2 décembre 2016)			
		Nombre de personnes internes	Nombre de personnes externes	Total pour 2016
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE)		4	-	4
Centre de services partagés du Québec (CSPQ)		829	368	1 197
Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études (CCAFE)		-	-	-
Commission consultative de l'enseignement privé (CCEP)		-	-	-
Commission d'accès à l'information (CAI)		3	-	3
Commission d'évaluation de l'enseignement collégial (CEEC)		2	-	2
Commission de la fonction publique (CFP)		2	1	3
Commission de l'éthique en science et en technologie (CEST)		-	-	-
Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ)		9	-	9
Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail (CNESST)		345	201	546
Commission des transports du Québec (CTQ)		16	-	16
Conseil du statut de la femme ^[1] (CSF)		2	1	3
Conseil supérieur de l'éducation (CSE)		1	-	1
Curateur public du Québec		72	29	101
Directeur des poursuites criminelles et pénales (DPCP)		16	-	16
Institut de la statistique du Québec (ISQ)		35	-	35
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec (ITHQ)		7	5	12
La Financière agricole du Québec (FADQ)		81	9	90
Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ)		74	25	99
Ministère de la Culture et des Communications (MCC)		26	16	42
Ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation (MESI)		44	14	58
Ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur (MEES)		191	77	268
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN) - DGTA		-	-	-
Ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (MERN)		294	144	438

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 59 - Dépenses en informatique et employés attirés aux dossiers informatiques

Ministère et organismes	2016 (cueillette d'information au 2 décembre 2016)			
		Nombre de personnes internes	Nombre de personnes externes	Total pour 2016
Ministère de la Famille (MFA)		56	29	85
Ministère de la Justice du Québec (MJQ)		233	123	356
Ministère de l'Immigration, de la Diversité et de l'Inclusion (MIDI)		55	56	111
Ministère de la Sécurité publique (MSP) (incluant le Bureau du coroner)		118	1	119
Ministère de la Santé et des Services sociaux (MSSS)		305	117	422
Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire (MAMOT)		67	16	83
Ministère des Finances du Québec (MFQ)		70	3	73
Ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs (MFFP)		98	1	99
Ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF)		25	-	25
Ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports (MTMDET)		242	215	457
Ministère du Conseil exécutif (MCE)		31	-	31
Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC)		103	47	150
Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale (MTESS)		392	87	479
Ministère du Tourisme du Québec		31	1	32
Office de la protection du consommateur (OPC)		8	-	8
Office des personnes handicapées du Québec (OPHQ)		5	-	5
Office des professions du Québec (OPQ)		3	-	3
Office québécois de la langue française (OQLF)		23	-	23
Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ)		563	315	878
Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ)		8	-	8
Régie du bâtiment du Québec (RBQ)		6	2	8
Régie du cinéma du Québec (RCQ)		3	1	4
Régie du logement (RDL)		8	-	8
Retraite Québec		490	202	692
Secrétariat du Conseil du trésor (SCT)		108	8	116
Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ)		583	226	809

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018

SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

NUMÉRO 59 - Dépenses en informatique et employés attitrés aux dossiers informatiques

Ministère et organismes	2016 (cueillette d'information au 2 décembre 2016)			
		Nombre de personnes internes	Nombre de personnes externes	Total pour 2016
Société d'habitation du Québec (SHQ)		49	22	71
Sûreté du Québec (SQ)		197	21	218
Tribunal administratif du Québec (TAQ)		17	4	21
Tribunal administratif du travail (TAT)		22	1	23
Tribunal administratif des marchés financiers ^[2] (TMF)		1	-	1
Total pour la fonction publique		5 973	2 388	8 361
<p>[1] Le Conseil du statut de la femme était inclus dans le portrait du Ministère de la Justice (MJQ) l'an dernier.</p> <p>[2] Le Bureau de décision et de révision (BDR) a changé de nom pour Tribunal administratif des marchés financiers le 18 juillet 2016.</p> <p>e) LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES ATTITRÉS AUX DOSSIERS INFORMATIQUES :</p> <p>Voir la réponse à la question 11.</p>				

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018 SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX NUMÉRO 60A - Masse salariale	
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.	
CATÉGORIE D'EMPLOI	2016-2017 (avril 2016 à décembre 2016)
Haute direction	72,9
Cadre	244,8
Professionnel	1 127,5
Enseignant	28,7
Technicien	542,0
Personnel de bureau	289,6
Agent de la paix	148,7
Ouvrier	87,5
Étudiant	31,3
TOTAL	2 573,0

Le Secrétariat du Conseil du trésor répond pour tous les ministères et organismes à cette demande.

Personnel assujetti à la LFP.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 60B - Indemnités de retraite

Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

Aucune indemnité versée

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
NUMÉRO 61 - Taux d'absentéisme	
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	
MINISTÈRE	2015-2016
	% Taux d'absentéisme
Affaires municipales et Occupation du territoire	
050-Affaires municipales et Occupation du territoire	4,26%
368-Commission municipale du Québec	3,26%
510-Régie du logement	7,28%
730-Société d'habitation du Québec	5,19%
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	
080-Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation	4,26%
328-Commission de protection du territoire agricole du Québec	5,46%
392-Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	10,32%
520-La Financière agricole du Québec	3,32%
Commissaire au lobbyisme du Québec	
247-Commissaire au lobbyisme du Québec	4,81%
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	
160-Conseil du trésor	4,96%
347-Centre de services partagés du Québec	5,83%
430-Commission de la fonction publique	10,27%
Conseil exécutif	
140-Conseil exécutif	5,10%
408-Commission d'accès à l'information	7,06%
Culture et Communications	
010-Culture et des Communications	5,51%
206-Conseil du patrimoine culturel du Québec	0,33%
352-Régie du cinéma	7,25%
690-Conseil supérieur de la langue française	1,32%
710-Office québécois de la langue française	5,92%
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	
256-Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	7,83%
380-Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques	4,98%
Directeur général des élections	
630-Directeur général des élections	3,88%
Économie, Science et Innovation	
280-Économie, Science et Innovation	4,54%
372-Commission de l'éthique en science et en technologie	4,75%
660-Conseil du statut de la femme	9,37%
Éducation et Enseignement supérieur	
238-Conseil supérieur de l'éducation	3,08%
274-Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	5,80%
350-Éducation et Enseignement Supérieur	4,78%
547-Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	3,73%
Énergie et Ressources naturelles	
600-Énergie et des Ressources naturelles	4,67%
817-Fonds d'information sur le territoire	4,13%
826-Fonds des ressources naturelles	3,81%
Famille	
065-Famille	4,52%
560-Curateur public	7,19%
Finances	
188-Tribunal administratif des marchés financiers	5,58%
210-Finances	3,43%
240-Retraite Québec	5,89%
323-Institut de la statistique du Québec	4,55%
874-Fonds du financement	3,29%
Forêts, Faune et Parcs	
052-Forêts, Faune et Parcs	4,70%
776-Fonds des ressources naturelles - Volet amén durable du terr. Forestier	3,48%
Immigration, Diversité et Inclusion	
055-Immigration, Diversité et Inclusion	7,34%
Justice	
246-Directeur des poursuites criminelles et pénales	6,17%
289-Conseil de la magistrature	2,65%
321-Fonds d'aide aux recours collectifs	1,20%
344-Office de la protection du consommateur	4,57%
360-Office des professions du Québec	4,45%
400-Justice	5,54%
450-Tribunal administratif du Québec	5,79%
771-Fonds Accès Justice	4,26%
872-Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels (BAVAC)	1,57%
878-Fonds des registres du ministère de la Justice	4,64%
Relations internationales et Francophonie	
030-Relations internationales et de la Francophonie	3,31%

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018	
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR	
DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	
NUMÉRO 61 - Taux d'absentéisme	
Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2016-2017, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	
MINISTÈRE	2015-2016 % Taux d'absentéisme
Santé et Services sociaux	
060-Santé et Services sociaux	5,04%
064-Régie de l'assurance-maladie du Québec	5,01%
245-Commissaire à la santé et au bien-être	3,59%
538-Office des personnes handicapées du Québec	5,90%
773-Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	4,88%
Sécurité publique	
095-Sécurité publique	6,77%
244-Commissaire à la lutte contre la corruption	7,52%
267-Commissaire à la déontologie policière	4,84%
293-Coroner	6,50%
386-Régie des alcools, des courses et des jeux	7,39%
390-Sûreté du Québec	6,42%
402-Comité de déontologie policière	1,18%
413-Bureau des enquêtes indépendantes	2,30%
425-Commission québécoise des libérations conditionnelles	7,44%
812-Fonds des services de police	7,51%
Tourisme	
814-Fonds de partenariat touristique	5,69%
Transport, Mobilité durable et Électrification des transports	
320-Société de l'assurance automobile du Québec	6,50%
781-Fonds Aérien	3,42%
807-Fonds des réseaux de transport terrestre (FORT)	5,73%
820-Fonds de gestion de l'équipement roulant	5,51%
830-Commission des transports du Québec	3,88%
850-Transports, Mobilité durable et Électrification des transports	4,89%
Travail, Emploi et Solidarité sociale	
367-Régie du bâtiment du Québec	5,64%
415-Tribunal Administratif du Travail	5,39%
505-Conseil de gestion de l'assurance parentale	8,21%
700-Travail, Emploi et Solidarité sociale	7,54%
Vérificateur général	
374-Vérificateur général	2,73%
Total général :	5,75%

NOTES:

Les données présentées incluent seulement le personnel assujetti à la Loi sur la fonction publique.

Ces données excluent la CNESST et l'Assemblée nationale.

Les données sont présentées en structure budgétaire 2016-2017.

Les données 2016-2017 ne sont pas encore disponibles.

Certaines données ont été modifiées en ce qui concerne la SAAQ, donc on peut remarquer une variante dans les données de 2015-2016.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 62 - Bilan des compressions budgétaires

Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre : a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs; b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État; c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération; d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.Fournir les prévisions pour 2017-2018.

- a) Le plan de réduction des effectifs (2 %) visait l'exercice 2015-2016. Au cours de cet exercice, les effectifs de la fonction publique ont été réduits de 4 %.
- Pour 2016-2017, le gouvernement a annoncé entrer dans une période de consolidation pour permettre aux organisations de compléter la révision de leurs façons de faire et l'amélioration de leur productivité. Le gouvernement a tout de même annoncé une réduction de sa cible d'effectif pour la fonction publique et l'a ramenée au niveau équivalent à celui enregistré en 2011-2012. Selon les données disponibles, une diminution de 296 ETC est anticipée pour la fonction publique comparativement à l'exercice financier 2015-2016. Le niveau anticipé est donc inférieur à la cible de 2011-2012 (65 087 ETC vs 66 942 ETC en 2011-2012).
- b) Les actions réalisées dans le cadre du chantier de révision des structures et des organismes, notamment celles concernant la fusion des organismes responsables des rentes et des régimes de retraite et la fusion des organismes responsables de l'encadrement du travail, ont été présentées dans le volume Stratégie de gestion des dépenses des exercices financiers 2015-2016 et 2016-2017.
- c) Près de 95 % des employés syndiqués des secteurs public et parapublic ont renouvelé leur convention collective pour la période 2015-2020. Une entente a été conclue avec la majorité du personnel d'encadrement et non syndiqué. Les augmentations salariales comprises dans ces conventions et ententes sont de 1,5 % au 1^{er} avril 2016, 1,75 % au 1^{er} avril 2017 et de 2 % au 1^{er} avril 2018 de même que le versement d'un forfaitaire de 1,0 % pour l'exercice financier 2015-2016 et de 0,5 % pour 2019-2020.
- Par ailleurs, le gouvernement a déposé des offres aux fédérations médicales dans le but de conclure des ententes permettant d'assurer que la croissance des dépenses relatives à la rémunération des services médicaux soit compatible avec la croissance des revenus et des dépenses du gouvernement.
- d) L'entente conclue avec la majorité du personnel d'encadrement prévoit l'abolition des bonis au rendement. Ces bonis avaient été suspendus au cours des dernières années.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 63 - Développement durable

Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées ou amorcées en 2016-2017 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

L'information concernant la stratégie gouvernementale de développement durable sera présentée au rapport annuel 2016-2017 des ministères et organismes.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 64 – Liste de tous les rapports, études, avis, analyses, enquêtes

Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2015-2016 et 2016-2017 en indiquant pour chacun : a) le sujet; b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé; c) les coûts reliés à sa réalisation; d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

Cette demande semble non pertinente à l'étude des crédits.

ÉTUDE DES CRÉDITS 2017-2018
SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR

DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
NUMÉRO 65 - Cotisation à des associations

Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2015-2016 et 2016-2017, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant: a) la dépense totale relative au paiement des cotisations; b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation; c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;

20 016,20 \$

b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le Secrétariat du Conseil du trésor a versé un paiement pour cotisation;

Barreau du Québec
Chambre des notaires
Information Systems Audit and Control Association – ISACA
Project Management Institute – PMI
Society of Actuaries

